



HAL
open science

Avant-propos

Sandrine Dauphin, Réjane Sénac

► **To cite this version:**

Sandrine Dauphin, Réjane Sénac. Avant-propos. Politique européenne, 2006, 3 (20), pp.5-8. <10.3917/poeu.020.0005>. <hal-01559869v2>

HAL Id: hal-01559869

<https://sciencespo.hal.science/hal-01559869v2>

Submitted on 6 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-SA 4.0 - Attribution - Non-commercial use - ShareAlike - International License

AVANT PROPOS

Sandrine **DAUPHIN**
Réjane **SENAC-SLAWINSKI**

L'objet de ce numéro est de comprendre comment le genre, « une catégorie utile » (Scott, 1998) dénaturisant les inégalités entre les sexes et permettant de comprendre la construction sociale des rôles « masculins » et « féminins », est pris en compte par l'action publique dans les différents pays de l'Union européenne et dans quelle mesure cette dernière a pu jouer un rôle d'impulsion. La diversité de l'intégration du genre dans les politiques publiques des pays membres de l'Union européenne nous permettra de questionner les interactions entre la dynamique européenne et les spécificités nationales en matière de prise en compte du genre dans les politiques publiques. Les articles constituant ce numéro¹ ont donc pour objectif de fournir un éclairage original sur les enjeux de l'action publique au regard de la question de l'égalité entre les hommes et les femmes, à la fois dans leur dimension européenne et dans leur ancrage national. L'intérêt de cet ensemble d'articles est ainsi de mettre l'accent sur la manière dont les différents Etats membres se sont saisis de l'impulsion donnée par l'Union européenne (directives relatives à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes dans l'emploi, stratégie-cadre pour l'égalité hommes/femmes, fond social européen qui accorde des aides financières, etc.) pour développer des politiques d'égalité des sexes, mais aussi comment ils ont pu contribuer à créer une dynamique européenne. Comme le souligne l'article de Réjane Sénac-Slawinski sur la genèse et la circulation du concept de *gender mainstreaming*, il est, en outre, nécessaire de ne pas sous-estimer l'influence de la dynamique internationale, portée en particulier par l'ONU, pour comprendre les tensions entre ce référentiel et les politiques d'égalité antérieures fondées sur des mesures et des structures spécifiques. Ces tensions s'expriment à la fois par la diffusion controversée de ce concept au sein des différentes directions générales de la Commission européenne (Sophie Jacquot) et par la crainte qu'au nom de la transversalité cette stratégie dilue l'exigence

¹ Ces textes ont fait l'objet d'une première discussion dans le cadre d'un atelier au VIIIe Congrès de l'AFSP à Lyon en septembre 2005.

d'égalité des sexes dans la lutte contre toutes les formes de discrimination (Gwenaëlle Perrier, Réjane Sénac-Slawinski).

En outre, ce numéro montre l'intérêt porté par les politologues à la problématique du genre venant combler pour partie les lacunes des recherches françaises en la matière. En effet, la récusation de l'idée de neutralité des politiques publiques par rapport au genre a constitué un objet d'étude depuis les années 80 pour les politologues des pays anglo-saxons (Pateman, 1988 ; Kofman, 1986 ; Lewis, 1992 ; Jenson et Sineau, 2001), et d'Europe du Nord (Hernes, 1987 ; Sainsbury, 1994 ; Marquès-Pereira, 2003). En France, il a fallu attendre les années 90 pour que des travaux précurseurs soient réalisés par des sociologues; travaux qui portent principalement sur les politiques familiales ou sur celles en faveur de la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle (Heinen, Del Re, 1992 ; Commaille, 1993 ; Lanquetin et al., 1999). Après avoir été abordée à travers la dimension sexuée du vote (Mossuz-Lavau, 1983), l'exclusion des femmes de la démocratie a été analysée dans ses enjeux historiques, philosophiques et politiques (Fauré, 1985 ; Riot-Sarcey, 1995 ; Collin, Pisier, Varikas 2000 ; Bard, Baudelot, Mossuz-Lavau, 2004).

Les articles de ce numéro s'articulent autour de trois approches. Les trois premiers abordent la manière dont l'égalité des sexes est promue par les institutions européennes. Ils analysent le concept de *gender mainstreaming*, difficilement traduisible en français, qui vise à intégrer la prise en compte des différences de situation entre hommes et femmes à tous les niveaux de l'action publique. Principe de réflexion et d'action, le *gender mainstreaming* est présenté comme une nouvelle étape des actions publiques d'égalité entre les sexes potentiellement capable de compléter les principes de correction existant, en s'attachant non plus seulement à corriger les inégalités entre les sexes mais à les prévenir. Réjane Sénac-Slawinski analyse les enjeux de la genèse et de la traduction de cette notion, en particulier à la lumière de sa difficile transposition dans l'action publique en France. Sophie Jacquot souligne les enjeux de ce principe organisateur de la politique communautaire d'égalité entre les sexes en terme d'ingénierie sociale et bureaucratique, en examinant le processus d'instrumentalisation de cette notion par les acteurs de la Commission européenne. Quant à Gwenaëlle Perrier, elle s'intéresse à la manière dont le soutien financier de l'Europe, à travers le fond social européen (FSE), a été utilisé par les acteurs concernés en Ile-de-

France et dans le Land de Berlin pour s'approprier ou non cette nouvelle méthode de promotion de l'égalité.

Les deux articles suivants portent plus globalement sur le rôle joué par la construction européenne, et les valeurs d'égalité des sexes sur lesquelles elle repose, pour les pays nouveaux entrant ou les pays dits en transition démocratique. Brigitte Frotiée apporte une contribution aux débats sur les interactions entre dynamique européenne et spécificités nationales à la lumière du cas espagnol, marqué par une transition démocratique dès la fin de la décennie soixante-dix. Elle pose la question de l'articulation entre les dynamiques au niveau national et supranational avec une intéressante mise en perspective historique.

Retrouve-t-on les mêmes interactions avec les nouveaux entrants, à savoir les pays d'Europe de l'Est ayant adhéré à l'Union européenne au 1^{er} mai 2004 ? Maxime Forest examine dans quelle mesure le processus d'intégration européenne peut être le moteur d'actions publiques visant au passage de l'égalité formelle à l'égalité réelle entre les sexes. Pour aborder ce thème, il tient compte de la situation spécifique des nouveaux Etats membres d'Europe centrale, leurs processus d'adhésion ayant offert un levier inédit en faveur de la mise en place de politiques d'égalité aux échelons nationaux. Il apporte ainsi une contribution fine sur l'impact différencié de l'adhésion dans les nouveaux pays membres du fait des héritages institutionnels variés et d'un investissement politique inégal des questions de genre par les acteurs mobilisés au niveau national. A l'instar de l'article de Brigitte Frotiée, il illustre l'articulation entre le niveau communautaire, les structures au niveau national et la mobilisation d'acteurs associatifs sur les questions de l'égalité hommes/femmes.

Le dernier article a une dimension résolument comparative entre Etats membres. Alexandra Jönsson et Nathalie Morel s'intéressent en particulier à la construction historique, politique, sociale et normative des politiques envers la petite enfance en France, en Grande-Bretagne et en Suède. A travers cette approche comparée des politiques de conciliation, il s'agit pour elles de s'interroger sur les critères d'une comparaison transnationale des politiques sociales en terme de genre.

Pierre Muller, pour finir, proposera en conclusion quelques réflexions plus générales sur l'apport des études de genre à l'analyse des politiques publiques (et réciproquement).

Références bibliographiques

- Bard C., Baudelot C. et Mossuz-Lavau J. (dir.) (2004), *Quand les femmes s'en mêlent – Genre et pouvoir*, Paris, Ed. de la Martinière.
- Collin F., Pisier E. et Varikas E. (2000), *Les femmes de Platon à Derrida : anthologie critique*, Paris, Plon.
- Commaille J. (1993), *Les stratégies des femmes : travail, famille et politique*, Paris, La Découverte.
- Fauré C. (1985), *La démocratie sans les femmes – Essai sur le libéralisme en France*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Fraisse G. (2001), *Les deux gouvernements : la famille et la cité*, Paris, Gallimard.
- Heinen J., Del Re A. (1992), *Le sexe des politiques sociales*, Paris, L'Harmattan.
- Hernes H-M. (1987), *Welfare State and Woman Power*, Oslo, Norwegian University Press.
- Kofman E. (ed.) (1986), *Politics, geography & social stratification*, London, Dover, NY, Croom Helm.
- Lanquetin M-T., Laufer J., Letablier M-T. (1999), "From equality to reconciliation of work and family in France", in Hantrais L. (ed) *Gendered Policies in Europe*, Londres, Macmillan, p. 68-89.
- Lewis J. (1992), "Gender and the Development of Welfare Regimes", *Journal of European Social Policy* 2 (3).
- Marquès-Pereira B. (2003), *La citoyenneté des femmes*, Paris, Armand Colin.
- Mossuz-Lavau J. (1983), *Enquête sur les femmes et la politique en France*, Paris, PUF.
- Pateman C. (1988), *The sexual contract*, Cambridge, Polity.
- Riot-Sarcey M. (dir.) (1995), *Démocratie et représentation : actes du colloque d'Albi des 19 et 20 novembre 1994*, Paris, Kimé.
- Sainsbury D. (1994), *Gendering Welfare States*, Londres, Sage Publications.
- Scott J.W. (1998), *La citoyenneté paradoxale : les féministes françaises et les droits de l'homme*, Paris, Albin Michel.